

MARTIN MALIA

*La résistance aux crises :
le cas de la Pologne⁽¹⁾*

Dans la nuit du 12 au 13 décembre, la Pologne de Solidarité, qui portait depuis seize mois les espoirs du monde démocratique, disparaissait dans un trou noir. Au cœur même de l'Europe, une nation de 36 millions d'habitants était coupée du monde, atomisée, quadrillée et la terreur et la répression s'abattirent sur chaque individu. Un régime incapable de nourrir sa population, incapable de fournir les pièces détachées nécessaires au fonctionnement de ses usines pouvait en une seule nuit transformer un pays tout entier en camp d'internement.

Pour certains, c'est Solidarité qui avait provoqué cette catastrophe en faisant monter trop haut les enchères. Pour d'autres, en pariant sur la libéralisation partielle d'un régime totalitaire, le syndicat cherchait depuis le début la quadrature du cercle ; une entreprise, ajoutaient certains, dans laquelle seuls pouvaient s'engager ces Polonais romantiques, chargeant une fois encore les panzers avec leurs sabres de cavalerie. Mais la tentative du général Jaruzelski pour revenir au totalitarisme n'est-elle pas un pari tout aussi désespéré ? Après que se fut ouverte cette grande brèche dans l'ordre léniniste, l'« inassimilable Pologne », pour reprendre l'expression de Marx, peut-elle être à nouveau « normalisée » comme l'ont été la Hongrie et la Tchécoslovaquie ? Ou bien se pourrait-il que l'effort entrepris pour y parvenir marque le début d'une crise encore plus profonde du système soviétique ?

La Pologne de Solidarité, moitié libre, moitié esclave, est un monde paradoxal, proche de l'Est par la forme et de l'Ouest par le

(1) Traduit de l'américain par Françoise DUCROcq.

fond, où les termes familiers prennent un sens étrange, et pour lequel nos catégories politiques habituelles cessent d'être pertinentes. Les aspirations des Polonais sont si proches que nous pensons les comprendre, mais leur situation est si éloignée de la nôtre qu'en fait souvent il n'en est rien. Ainsi attribuer l'émergence et plus tard l'échec de Solidarité aux effets de la « crise économique » est un contresens qu'il faut éviter.

Il y avait bien crise économique pendant l'été 1980, une crise qui a pris à présent des proportions de catastrophe. On en connaît les grandes lignes à partir de 1970, Edouard Gierek emprunte lourdement aux pays occidentaux pour construire une « seconde Pologne » surindustrialisée. A la fin de la décennie, la crise mondiale l'empêche d'exporter suffisamment pour rembourser ses dettes (près de 27 milliards de dollars), de solliciter de nouveaux emprunts, ou même d'importer les pièces détachées nécessaires au maintien de la production. Dans le même temps, le démantèlement de l'agriculture privée s'ajoute à l'échec endémique du système communiste pour créer une agriculture collectivisée viable. Il se trouva, par conséquent, périodiquement contraint de réduire les subventions aux produits de première nécessité et d'augmenter les prix de façon dramatique, notamment en 1976 et en 1980, provoquant ainsi des « émeutes de la faim », comme cela s'était déjà produit sous Gomulka en 1970.

Tout ceci n'est que trop vrai. Mais les régimes communistes ne sont-ils pas toujours en crise économique ? Schématiquement, les économies communistes ne rencontrent un succès relatif, du moins pour leurs populations, que lorsqu'elles passent d'une économie pleinement socialiste à une économie en partie rendue au marché comme sous la NEP en Russie dans les années 1920 ou comme actuellement en Hongrie. Le reste du temps, seul un marché parallèle illégal mais toléré permet à la population d'échapper au désespoir complet, et au secteur socialiste de continuer à fonctionner comme sous le règne de Khrouchtchev et pendant la plus grande partie de celui de Brejnev. Souvent les choses vont plus mal encore. A l'heure actuelle, la situation en Roumanie et dans une grande partie de l'URSS est presque aussi mauvaise qu'en Pologne pendant l'été 1980. Au Vietnam, elle est infiniment plus grave. Les choses étaient plus terribles encore, avec des famines provoquant des millions de morts, des épidémies et des déportations, au temps du « communisme de guerre » sous Lénine et de la « construction du Socialisme » sous Staline pendant le 1^{er} Plan quinquennal.

Néanmoins, dans aucun de ces cas la crise économique n'entraîna d'effondrement politique ; parce que le régime préservait sa capacité d'imposer sa volonté, tandis que la population perdait sa volonté et son pouvoir de résister. En Pologne, en août 1980, la volonté et le pouvoir d'agir ont changé de camp et transformé ce qui n'était qu'une autre crise des prix en détonateur d'une crise de régime. Cette transformation est fondamentalement un processus politique, éthique même, et non un processus économique.

Les événements d'août 1980 cristallisèrent trente-cinq ans d'expérience polonaise en régime communiste, car déjà le système était en faillite, non seulement au plan économique mais également dans tous les autres domaines. Dès le début, l'État-parti polonais, établi sur les ruines de l'insurrection de Varsovie de 1944 par l'une des deux puissances occupantes de 1939, était dépourvu de légitimité sociale et nationale. Sa seule chance de succès se situa après la révolte de Poznań de 1956, lorsque Wladislas Gomulka se fit le champion des revendications des travailleurs et des paysans contre l'appareil du parti et du ressentiment national contre la Russie. Mais ce « communisme national » se trouva bientôt confronté aux limites institutionnelles de l'État-parti. En mars 1968, une campagne antisémite et nationaliste orchestrée par l'État élimina les intellectuels afin de prévenir toute imitation du Printemps de Prague ; dès lors le marxisme, même révisionniste, cessa d'être une force intellectuelle en Pologne. En décembre 1970, la révolte des ouvriers de Gdańsk, de Gdynia et de Szczecin qui demandaient justice, fut écrasée dans le sang ; depuis l'idée que l'État-parti puisse aucunement être l'expression de la société, a elle aussi disparu. Pour masquer le vide, Gierek proposa à la population une médiocre imitation de la consommation à l'occidentale et quelques bribes de liberté culturelle ; au parti gonflé de ses 3 millions d'adhérents, il donna une chance de s'enrichir. Mais cette politique ne fit que répandre le cynisme dans un système à présent privé de conviction idéologique et de la plus élémentaire justification.

Au cours de ces mêmes trente-cinq années, la société civile reprenait progressivement conscience de son identité et de sa capacité d'auto-organisation. L'État-parti commit deux légères erreurs dans les années d'après-guerre qui sont à l'origine de cette renaissance. Pour faciliter l'adhésion d'une nation historiquement pieuse et patriotique, il s'abstint de ses attaques habituelles contre l'Église et les petits propriétaires paysans. Ainsi la Pologne fut-elle le seul pays

d'Europe socialiste à continuer de posséder une société civile indépendante du régime. Pendant plus d'un quart de siècle, le cardinal Wyszynski étendit et renforça cet espace de liberté en défendant obstinément les droits de l'Eglise comme expression des droits de l'homme. De cette manière, il permettait que la piété traditionnelle de la paysannerie — et dans le même temps son patriotisme — soient transmis aux nouvelles cités industrielles du socialisme par les « paysans-travailleurs » de la seconde Pologne. Il y parvint non seulement parce qu'il s'appuyait sur mille ans de tradition polonaise, mais aussi parce que le monde de la pratique religieuse était devenu la seule source d'émotion authentique, d'engagement et de « communauté » dans un univers de simulation forcée et d'atomisation institutionnalisée.

Après 1970, cet élan moral prit une forme proto-politique. Sur la Baltique, le bain de sang souda les paysans-travailleurs de Gdańsk en une communauté unie et consciente de l'être, déterminée à demander justice pour les victimes de l'année sanglante ; l'une de leurs premières revendications en 1980 concernait trois croix expiatoires monumentales. Puis, en 1976, la répression des grévistes d'Ursus et de Radom provoqua une alliance entre les intellectuels déçus par 1968 et les travailleurs déçus depuis 1970 qui formèrent un mouvement organisé d'autodéfense sociale, le KOR. Désormais, les deux forces séculières les plus puissantes de la société civile possédaient une institution, même si elle restait embryonnaire, et une stratégie. Il s'agissait, par l'auto-organisation non violente des « mouvements sociaux » extérieurs au parti, d'arracher des espaces toujours plus larges d'autonomie et d'obtenir la reconnaissance d'une légalité officielle. En premier lieu, cela signifiait des syndicats libres ; mais aussi la liberté culturelle, comme en témoignent après 1978 le *samizdat* de Nowa et les cours de l'« Université volante ». Puis, cette même année, un miracle se produisit : un fils de la Pologne fut élu pape, qui, en 1979, revint chez lui en pèlerinage. Pendant neuf jours, le régime cessa virtuellement d'exister tandis que la population, parfaitement disciplinée, s'assemblait par millions dans les rues et les champs. Pour la première fois, la nation tout entière pouvait sentir son unité — sa solidarité — et compter sa force physique et morale.

Dans ce contexte, toute nouvelle erreur du régime ne pouvait que provoquer l'explosion ; et ce qui se passa en août 1980 est moins une grève au sens occidental du terme qu'une mutinerie industrielle nationale, une insurrection non violente de désobéissance civile

dont les objectifs n'étaient que partiellement exprimés par les vingt et une revendications classiques des travailleurs de Gdańsk. Ce qui était réellement en cause, selon la nouvelle terminologie qui se répandit immédiatement, c'était d'obtenir que la « société » s'émancipe du « pouvoir ». La société ne supportait plus d'être « représentée » et mal représentée par des syndicats fantoches, un parlement fantoche, une démocratie populaire fantoche ; elle voulait parler, agir pour elle-même, avoir un lieu qui soit authentiquement sien — le syndicat —, et le droit de dire « non » au pouvoir — la grève.

L'aspect éthique et existentiel des événements d'août peut se résumer en une phrase : le refus du mensonge. Dans *L'homme de fer* de Wajda (quelles que soient ses qualités artistiques, il donne selon la plupart des Polonais une description exacte de leurs motivations), Birkut dit à son fils Maciek : « Nous savons que nous gagnerons parce que le mensonge ne peut durer éternellement. » Ce n'est pas là formule d'intellectuel mais volonté populaire, comme le montre bien le refus des travailleurs d'utiliser le terme « camarade » ou « citoyen », et la décision, votée au Congrès de Solidarité de Gdańsk à l'automne 1981, de supprimer le mot « socialisme » partout où il se trouvait dans le projet de programme du syndicat rédigé par des intellectuels prudents, soucieux de rassurer le pouvoir. Mais il s'agissait bien plus que d'une question de terminologie. Comme l'a constamment souligné Adam Michnik, l'acceptation de la langue « de bois » du régime était signe d'allégeance à son idéologie et d'assujettissement à ses institutions (2). Elle légitimait la supercherie du « socialisme réel ». Car c'était sur le chantage à la « construction du socialisme » et sur le caractère historique irréversible de cette « conquête » que se fondait l'imposture orwellienne totalitaire.

Ainsi, dès le début Solidarité était implicitement révolutionnaire. Cependant, c'était une révolution d'un type nouveau et unique. En dépit de son refus du mensonge, l'organisation était contrainte par les circonstances sinon de mentir, du moins de ne pas dire toute la vérité. Ce que l'on baptisait avec délicatesse la « raison d'Etat » ou la « réalité géopolitique » — c'est-à-dire la proximité du « Big Brother » soviétique — impliquait que le pouvoir polonais, même s'il était l'ennemi direct, devait être en même temps traité comme un complice, de manière à préserver la paix civile et l'unité nationale nécessaires pour tenir « Big Brother » à l'écart. Il fallait faire pression sur le gouvernement pour préserver les droits de la société, mais

(2) Cf. sa conférence à Varsovie, 14 novembre 1980, dans *Alternative*, Maspero, janvier-février 1981.

point trop fort, pour que l'indépendance nationale soit préservée. Ainsi Solidarité se trouva-t-il dans la situation exceptionnelle d'être un phénomène révolutionnaire qui n'osait pas dire son nom, ni désigner son ennemi. Selon l'expression de Jacek Kuron, il fallait que ce soit, à l'intérieur comme à l'extérieur, une « révolution autolimitée ».

Concrètement, cela signifiait d'abord qu'il ne pouvait remettre en question l'alliance de Varsovie avec Moscou, ni menacer d'aucune manière les communications et les positions militaires soviétiques en Pologne. Solidarité s'en tint toujours scrupuleusement à cette position. En second lieu, Solidarité s'interdisait d'aspirer à une victoire sur le plan intérieur, car il fallait absolument respecter deux tabous : le socialisme et le pouvoir. Solidarité pouvait bien réclamer un nombre toujours croissant de réformes spécifiques, il ne devait jamais réclamer le « démantèlement » du socialisme en tant que tel ; il pouvait demander *un certain nombre* de pouvoirs, jamais *le* pouvoir. Toucher à ces tabous aurait démasqué le Mensonge et révélé que l'on pouvait en fait renverser le cours de l'histoire — un précédent aussi dangereux pour la sécurité soviétique que n'importe quelle menace contre ses lignes de communications militaires. Il était cependant plus difficile à Solidarité de s'autolimiter dans ce second domaine. Car la vocation de l'Etat-parti est de s'assurer le monopole total du pouvoir, et Solidarité par son existence même avait créé un système de « double pouvoir ». Les « mécanismes léninistes » ne pouvaient que chercher à mettre un terme à cette situation intolérable. Solidarité, en retour, ne pouvait que résister au régime, et ce faisant augmenter ses exigences. C'est dans cette dangereuse dynamique que se développa la révolution autolimitée pendant les seize mois de crise.

Pour clarifier cette succession apparemment chaotique de crises, divisons ces seize mois en trois périodes. Pendant la première, de septembre 1980 à mars 1981, Solidarité cherche à assurer sa survie. La seconde, d'avril au IX^e Congrès du parti en juillet, peut être appelée la grande trêve ou la décomposition du parti. La dernière période, de fin juillet au début décembre, vit le conflit ouvert des deux pouvoirs lorsque les tabous d'août 1980 tombèrent enfin et que les ambiguïtés de l'année précédente furent levées.

Puisqu'il limitait ses aspirations révolutionnaires, il fallait que Solidarité joue la légalité et s'appuie sur les droits syndicaux exprimés dans les vingt et un points des accords de Gdańsk. C'était un ensemble disparate de concessions économiques conjoncturelles

et de questions institutionnelles aux implications infiniment plus larges. En outre, il ne s'agissait que de promesses faites par le Gouvernement au comité de grève qu'il restait à traduire en mesures juridiques et législatives. Nul à Solidarité ne se faisait la moindre illusion sur les intentions gouvernementales concernant le respect des engagements pris. La « guérilla » qui s'ensuivit déboucha sur quatre crises majeures.

La première éclata en octobre, lorsque Solidarité présenta ses statuts pour qu'ils soient enregistrés. Le Gouvernement tenta de les amender en y insérant une phrase empruntée à la Constitution qui reconnaissait au parti « le rôle dirigeant dans l'Etat pour la construction du socialisme ». Ce n'était pas une question de principe. Il s'agissait à la fois de tester la détermination de Solidarité et de tenter d'établir une base statutaire qui assujettirait le nouveau syndicat aux structures de décision de l'Etat. Solidarité, après l'échec d'un mois de négociations, répondit à cette « provocation » par la seule arme dont elle disposait : une grève nationale d'une heure. Le régime recula ; les statuts furent enregistrés le 10 novembre, et la référence au rôle du parti, reléguée de manière ambiguë en annexe.

Peu de temps après, des éléments du Gouvernement engagèrent la première action de police contre Solidarité. Le quartier général du syndicat à Varsovie fut mis à sac et un cadre de l'organisation, Narozniak, fut arrêté alors qu'il était en possession d'un document volé concernant des mesures de répression contre les « extrémistes antisocialistes » du KOR. Au cri de « Narozniak aujourd'hui, Walesa demain », Solidarité se mobilisa à nouveau. Le régime cette fois recula rapidement et relâcha le prisonnier avant que la nouvelle grève ne s'étende au plan national. Puis, en janvier, le processus se répéta pour la troisième fois à propos des « samedis chômés » : les interminables discussions sur ce point des accords de Gdańsk se soldèrent finalement par une troisième grève d'avertissement et un compromis sur trois des quatre samedis du mois.

Ainsi, cinq mois après Gdańsk, deux seulement des vingt et un points avaient été mis en application et la messe du dimanche était retransmise à la radio. En un sens, le syndicat avait fait d'énormes efforts pour de bien médiocres résultats. A un autre niveau, néanmoins, le bilan était beaucoup plus positif, car les tentatives du parti pour faire reculer Solidarité eurent pour résultat inverse d'assurer son implantation nationale. Le nombre d'adhésions à Solidarité qui était de 3 millions en septembre passa à 10 millions en janvier ; dans le même temps, le syndicat s'était donné une structure organisationnelle solide et démocratique, au niveau de l'entreprise, de la

région et de la nation, avec quelque 40 000 cadres permanents, un financement stable fourni par les cotisations et un réseau de presse. La société civile polonaise était à présent mobilisée en permanence contre l'Etat-parti.

C'est à ce moment que se produisit l'incident le plus grave de la période héroïque de Solidarité qui constitua, après la grève d'août, le second temps fort de sa carrière : la provocation de Bydgoszcz. Les étudiants et la paysannerie étaient sur le point d'imiter l'exemple de Solidarité, et organisaient des *sit-in* pour obtenir la reconnaissance de leurs propres syndicats. La démocratie touchait même le parti : des organisations « horizontales » émergeaient à la base, pour contrebalancer la traditionnelle structure « verticale » de l'appareil, et un million de membres, pour la plupart des ouvriers, adhérèrent à Solidarité. La structure tout entière du parti semblait s'écrouler. Pour renverser le mouvement, le général Wojciech Jaruzelski fut nommé Premier ministre le 11 février. Son uniforme de général évoquait à la fois le patriotisme polonais et la menace implicite d'un recours à la loi martiale. Jaruzelski demanda la suspension des grèves pour trois mois. Solidarité l'assura de sa volonté de coopérer, dans la mesure où les nouveaux droits seraient respectés.

Tout cela devait rester lettre morte. Le 19 mars, la police évacuait par la force la préfecture de Bydgoszcz à la fin d'une réunion entre dirigeants paysans, cadres de Solidarité et représentants du Gouvernement ; au cours de l'opération, trois membres de Solidarité, dont le dirigeant extrémiste local, Jan Rulewski, furent roués de coups. A l'époque on soupçonna les « durs » — Tadeusz Grabski (et peut-être aussi Stefan Olshowski) — d'être les auteurs de cette tentative pour forcer Solidarité à déclencher une nouvelle grève au moment où les manœuvres soviétiques avaient lieu sur le territoire polonais et dans les pays voisins. Quoi qu'il en soit, pour la première fois depuis août 1980, on avait recours à la violence physique contre des membres de Solidarité, et le syndicat était contraint de réagir s'il ne voulait pas que d'autres attaques se reproduisent qui auraient provoqué la défaite finale.

Solidarité mobilisa tous ses adhérents, déclencha une grève d'avertissement nationale de quatre heures, massivement suivie, menaça de lancer un mot d'ordre de grève illimité le 31 mars, si les responsables de l'incident de Bydgoszcz n'étaient pas traduits devant la justice et si la branche paysanne de Solidarité n'était pas reconnue. Toutes les usines furent occupées et on y entreposa nourriture et combustible ; on stocka des torches à acétylène, de l'essence et des produits chimiques, en préparation d'un éventuel affrontement

(Solidarité ne possédait presque pas d'armes véritables). Solidarité avait finalement été forcé de recourir à son arme absolue, à laquelle le régime ne pouvait répondre de façon crédible qu'en décrétant la loi martiale. Si Solidarité était clairement préparé tant sur le plan psychologique que matériel pour une telle confrontation, le régime ne l'était pas.

C'est Solidarité, néanmoins, qui le premier fit marche arrière. Au cours de négociations infiniment plus tendues et secrètes que celles du mois d'août, le vice-président Mieczyslaw Rakowski fit pression sur Walesa et ses conseillers modérés — Bronislaw Geremek et Tadeuz Masowiecki — en usant de l'argument selon lequel une grève illimitée entraînerait l'intervention des Soviétiques. On ignore encore si le risque en était imminent ; il est probable que non. Pourtant, Walesa décida de ne pas prendre ce pari et, sans consulter sa Commission nationale, annula le mot d'ordre de grève en échange de simples promesses concernant aussi bien des sanctions contre les policiers que la reconnaissance de la branche paysanne de Solidarité.

Des enquêtes ultérieures révélèrent que la base, en dépit de sa détermination, était soulagée de ne pas avoir à combattre. Néanmoins, les plus engagés des cadres syndicaux furent révoltés par ce qu'ils considéraient comme le mépris de Walesa pour la procédure démocratique. Ils lui reprochaient surtout d'avoir laissé passer une occasion unique pour Solidarité, alors à l'apogée de sa force, d'infliger une retentissante défaite à un régime discrédité et déloyal qui ne se maintenait que grâce au chantage de l'intervention soviétique. A l'intérieur du syndicat, un clivage profond se creusa donc entre les modérés et les extrémistes, ou plus exactement entre les prudents et les audacieux, car leurs divergences ne portaient que sur la tactique à adopter. A partir de ce moment Solidarité fut divisé entre partisans d'une pression active de la base et avocats de négociations patientes au sommet pour obliger le régime à tenir ses promesses, débat dont Bydgoszcz constituait le principal symbole.

De fait, Bydgoszcz fut bien l'événement charnière entre août 1980 et décembre 1981. Il révéla que Solidarité ne pouvait utiliser son arme absolue, la grève générale, sans courir le risque de transformer la révolution autolimitée en révolution globale. D'une certaine manière, Solidarité fut désarmé et condamné à adopter une tactique de pressions lentes alors que la crise économique s'amplifiait rapidement, rendant le projet de moins en moins réalisable. A la lumière des événements du 13 décembre, il apparaît qu'en étant plus ferme le 31 mars Solidarité n'avait guère à perdre, si ce n'est quelques mois de plus d'existence et de légende, et sans doute beaucoup à gagner ; un

contrôle immédiat de la société et de l'économie. Il est clair qu'à long terme le Gouvernement tira un immense profit de la leçon de Bydgoszcz. Il comprit que le succès d'un état de siège contre l'immense majorité de la population ne pouvait dépendre d'une provocation improvisée, mais d'une préparation secrète et méticuleuse comme celle qui de toute évidence précéda le coup d'Etat du 13 décembre.

Fin mars cependant, le régime n'était pas en position d'appliquer la leçon de Bydgoszcz, car l'incident entraîna l'effondrement virtuel du parti. Au IX^e Plénum, tenu pendant la crise, les démissions affluèrent, les « durs » furent relégués à l'arrière-plan et l'on décida de tenir en juillet un Congrès extraordinaire, dont les représentants seraient élus à bulletin secret. Au printemps, la décomposition du parti était telle que Solidarité commença à craindre qu'il ne soit bientôt plus assez fort pour servir même de « Reine d'Angleterre » rouge et qu'en l'absence de ce bouclier, les Soviétiques décident d'intervenir. Solidarité chercha à aider son « partenaire-adversaire » à traverser la crise. Il en résulta une trêve de quatre mois, d'avril à juillet, pendant laquelle il n'y eut aucune grève importante.

Cette précaution n'était pas vaine, car en juin le Kremlin tenta de déposer le premier secrétaire, Stanislaw Kania, par une lettre adressée au Comité central critiquant son attitude indécise pendant la période qui allait de l'affaire de l'enregistrement à l'incident de Bydgoszcz. La lettre encourageait les « durs » à reprendre le pouvoir. Le but de cette manœuvre était d'empêcher la tenue du Congrès extraordinaire, dont on craignait qu'il ressemblât au Congrès du parti tchèque de 1968, qui, comme tout le monde s'en souvenait, avait poussé Moscou à intervenir. Cependant, compte tenu du désarroi du parti polonais, parier sur la tendance dure était aussi maladroit et prématuré que la provocation de Bydgoszcz. Kania se trouva ainsi en position de défier le parti soviétique et de conserver sa place. Il fut soutenu par Jaruzelski et les militaires ; et la question se pose à présent de savoir les appuis dont il bénéficia à Moscou.

Le IX^e Congrès du parti se tint donc comme prévu en juillet. A l'époque, une grande partie de la société polonaise et de la presse occidentale croyait que le parti changerait assez pour mettre en œuvre le « renouveau socialiste » promis. D'autres à Solidarité faisaient remarquer que le mot qui signifie « renouveau » en polonais — *odnowa* — signifie aussi « recommencement » ou bien « toujours plus de la même chose » ; et s'ils étaient assez vieux pour se souvenir

des désillusions de 1956, ils rappelaient la capacité des mécanismes léninistes, même discrédités, à s'imposer de nouveau en cas de menace de démantèlement.

En l'occurrence, les sceptiques avaient raison. Tout simplement, parce que si, à l'intérieur du parti, les cadres furent renouvelés « démocratiquement », le parti en tant qu'institution ne fut investi d'aucun mandat comparable par la société. Ainsi les vieilles structures demeurèrent intactes ; leur pouvoir sur la base s'en trouva même renforcé, parce qu'elles étaient à présent investies d'une apparence de légitimité démocratique.

Tout ce que le parti retira de ce Congrès fut la possibilité de se renouveler en tant qu'institution de contrôle politique. Le parti n'avait rien à proposer pour régler ce qui était devenu le problème crucial du pays — l'effondrement presque complet de l'économie. Pour une part, ce silence a une cause structurelle : « Destiné à régner en l'absence de toute liberté démocratique, le parti est frappé d'impuissance lorsque les décisions prises au sommet risquent d'être contestées par la société » (3). D'autre part, il a une cause historique. L'échec de la politique de Gierak ne laissait en effet aucune marge de manœuvre au parti. Tout produit polonais par exemple — qu'il s'agisse d'allumettes, de nourriture ou de tracteurs —, fait appel pour partie à des composants qui doivent se payer en monnaie forte. Ce système fut institué pour « moderniser » la consommation et permettre aux dirigeants d'entreprise de bénéficier des « fruits de la détente ». Par conséquent, en l'absence d'apports étrangers, toute la production nationale s'effondra. C'est ce phénomène, et non l'effet prétendu des grèves, qui explique l'état surréaliste de l'économie polonaise à l'heure actuelle.

La pénurie ainsi engendrée frappa pour la première fois l'ensemble du pays au lendemain des événements de Bydgoszcz. Pendant l'été, Solidarité se retrouva, pour reprendre la comparaison de Zbigniew Bujak, comme un « syndicat de marins à bord d'un navire en train de couler » (4), qui aurait perdu tout contrôle sur son capitaine et se trouverait dans l'impossibilité d'en changer. Après le Congrès du parti, Solidarité, pour tenter de résoudre ce problème, préconisa une politique d'« autogestion » industrielle.

Le terme *autogestion* qui renvoie à l'idée séduisante quoique floue de contrôle de l'entreprise par les travailleurs renforça la sympathie des Occidentaux pour Solidarité mais masqua ce que cela représentait

(3) KKA, « Appel » du 13 août, *Solidarnosć*, n° 20.

(4) KKP, réunion du 24-25 juillet, *Solidarnosć*, n° 19.

réellement pour les Polonais. Le concept d'autogestion, développé par Solidarité, n'avait pas le caractère « fondamentaliste », idéologique du concept occidental ; il était éminemment « pragmatique » et pratique, et avait été élaboré comme toutes les autres positions de Solidarité à partir d'une expérience concrète. Dans un premier temps, Solidarité avait rejeté l'idée d'autogestion et de conseils ouvriers. En effet, l'expérience de 1956 avait révélé que l'Etat-parti pouvait très bien les intégrer dans ses structures verticales. Ce que souhaitait au contraire le nouveau syndicat, c'était de se maintenir dans une relation d'opposition par rapport au pouvoir de manière à préserver sa propre sphère d'intérêts des empiétements de l'Etat.

La réhabilitation du concept d'autogestion émanait du groupe « réseau » créé par les sections syndicales de seize grandes entreprises nationales. Il s'agissait pour l'essentiel de récuser la nomination des directeurs par le parti et de proposer qu'ils soient désormais élus par le personnel à partir d'une liste de candidats professionnellement qualifiés. Il n'était pas question de gestion directe par les travailleurs ou le syndicat, mais plutôt de l'autonomie de l'entreprise par rapport à l'Etat et du remplacement du critère de loyauté politique par celui de compétence technique. De cette manière le syndicat restait à l'extérieur et se maintenait dans un rapport d'opposition vis-à-vis de la direction, comme défenseur des intérêts sociaux spécifiques des travailleurs. En résumé, l'autogestion était une attaque contre la *nomenklatura*, cette liste secrète, établie non seulement dans le secteur économique mais dans tous les domaines de la vie nationale, à partir de laquelle le parti nommait ses hommes sur la base de critères politiques et non sur leur compétence, et qui était le principal moyen institutionnel de contrôle monolithique du pouvoir sur la société.

Cette nouvelle position ne signifiait pas que Solidarité aspirait à démanteler la *nomenklatura* tout entière, Elle ne souhaitait la supprimer que dans l'industrie lourde, et sans toucher même aux entreprises liées à la défense. En outre, dans tous les cas, le parti conserverait le droit soit d'opposer son veto à l'élection d'un candidat, soit de choisir l'un des candidats proposés. Il s'agissait de réduire le pouvoir de la *nomenklatura*, non de l'abolir. Néanmoins, le parti s' alarma : l'autogestion dans l'industrie lui apparut comme « la première tranche du saucisson », le début d'un processus qui devait inévitablement s'étendre aux fonctions administratives et politiques. De plus, on prétendit que la campagne pour l'autogestion allait au-delà de la charte de Solidarité — les accords de Gdańsk —, bien que la question ait été soulevée de façon indirecte dans le point 13 du document. Mais de toute manière la vie continuait et rien

ne justifiait que la société polonaise doive s'en tenir éternellement aux revendications conjoncturelles définies dans le tumulte du mois d'août 1980.

Quoi qu'il en soit, Solidarité venait de faire la première mise dans le grand jeu de poker polonais. Le syndicat n'en était plus à réclamer le droit de coexister avec le pouvoir officiel, mais tentait — ce qui était beaucoup plus menaçant pour le régime — de rogner au maximum les mécanismes léninistes. Cette question allait dominer la troisième phase, et les quatre derniers mois d'existence de Solidarité. A présent, le régime se préparait fermement à résister et c'est ainsi que se produisit l'affrontement entre les deux pouvoirs.

Au lendemain du Congrès du parti en juillet, les négociations entre Solidarité et le Gouvernement reprirent, et Rabowski adopta immédiatement une ligne dure et provocatrice, destinée à montrer à la fois à Moscou et à Solidarité que le parti conservait le pouvoir. Certes une loi sur la censure fut votée en août. Mais ailleurs la campagne d'intimidation et de déstabilisation contre le syndicat se poursuivit jusqu'au Congrès national de Solidarité à Gdańsk en septembre et au début d'octobre. On avait craint que les Soviétiques ne s'opposent à la tenue du Congrès du parti, compte tenu de ses orientations réformistes. On redoutait *a fortiori* qu'ils s'opposent au scandale plus grand encore que représenterait un Congrès tenu par une organisation autre que le parti sur une question de réforme nationale. A l'arrière-plan, les manœuvres navales soviétiques commençaient dans le golfe de Gdańsk. Pourtant ni Moscou, ni Varsovie ne décidèrent d'agir ; le Congrès siégea dans une véritable « tempête de démocratie ».

Qu'un tel parlement parallèle pût se réunir était un fait sans précédent dans un régime léniniste. L'événement *ipso facto* mettait en question la légitimité du parlement officiel et de l'appareil du parti. Plus encore, il était psychologiquement et politiquement impossible qu'une telle assemblée puisse cacher sa vraie nature et ne pas agir comme une institution nationale. Automatiquement la révolution autolimitée abandonna quelques-uns de ses tabous des mois précédents, notamment lors du vote spectaculaire, bien que sans grande signification, d'une motion appelant les travailleurs des autres pays socialistes à former des syndicats indépendants.

La question de l'autogestion fut au centre du Congrès. Au cours des négociations, le Gouvernement avait proposé aux travailleurs un rôle consultatif dans la nomination des directeurs. Solidarité

de son côté insistait pour qu'il y eut de véritables élections. Karol Modzelwski proposa une résolution qui fut acceptée à une majorité écrasante par le Congrès, dans laquelle Solidarité mettait la Diète au défi d'organiser un référendum national sur cette question et proposait, en cas de refus probable de la Diète, d'organiser lui-même le référendum. Solidarité augmentait la mise. Dès lors, l'arme ultime de Solidarité au cours des négociations ou des conflits avec le pouvoir cessait d'être la grève générale, trop dangereuse à manier, pour devenir le recours au verdict démocratique.

Entre les deux sessions du Congrès, Walesa prit une initiative qui se situait en retrait par rapport à cette tactique qu'il estimait prématurée, et accepta un autre compromis avec le régime. Certains députés non inscrits au parti avaient en effet contraint le Gouvernement à revenir sur son projet initial concernant l'autogestion et à reconnaître le principe du choix ouvrier sur une liste de candidats. Walesa accepta ce compromis. Pour la seconde et dernière fois le contenu des accords de Gdańsk fut concrétisé par une loi. Cependant le Congrès, réuni de nouveau, considéra cette « victoire » de la tactique modérée comme une capitulation. Walesa faillit y perdre son siège de président pour n'avoir pas respecté les décisions du Congrès. Les délégués tentèrent alors une nouvelle fois de forcer le Gouvernement à accepter un partage du pouvoir par le biais de la création d'un « conseil de contrôle économique » recruté en dehors de l'appareil et chargé de surveiller l'application de la loi sur l'autogestion (à présent édulcorée) et tous les autres aspects de la réforme économique. Le Congrès se sépara en votant une grève d'avertissement destinée à soutenir cette revendication, et en agitant le menace du référendum.

A partir de là l'histoire de Solidarité trouve son épilogue. Il est clair à présent que le régime se contenta de jouer au chat et à la souris avec son « partenaire ». D'un côté, Solidarité, qui avait de fait perdu la bataille sur l'autogestion, tentait d'imposer son Conseil de Contrôle économique au nom d'une « entente nationale » avec le Gouvernement et l'Eglise. De l'autre, le régime proposait un nouveau « front national » avec Solidarité et l'Eglise. Une fois Jaruzelski devenu Premier secrétaire du parti le 3 octobre, il rencontra Walesa et le Primat de Pologne, Josef Glemp, le 4 novembre, lors d'une réunion au sommet spectaculaire dont le but était d'harmoniser les deux propositions. Il devint vite clair que Walesa et le Primat étaient tombés dans un piège et que l'objectif du régime était la constitution d'un front léniniste classique au sein duquel Solidarité et l'Eglise

n'auraient aucun pouvoir et se contenteraient d'apporter leur caution aux politiques déterminées par le régime. Cette rencontre sonna le glas de la stratégie de la prudence. Le régime n'attendait que cela. Pour la première fois de l'année la provocation avait réussi. Car Solidarité n'avait d'autre alternative au meeting de Radom le 6 décembre que de radicaliser sa position et de brandir une fois encore la menace de la grève et des élections.

Walesa lui-même confessa que ces seize mois n'avaient été qu'illusions et duperies. « La confrontation est inévitable et elle aura lieu. J'aurais voulu que nous y arrivions naturellement, après que tous les groupes sociaux se seraient ralliés à nous. Mais j'ai fait une erreur d'appréciation, parce que je pensais que les commissions législatives et la Diète rejoindraient d'elles-mêmes nos positions. Il est clair à présent que cette technique était sans avenir... Depuis 1970 je n'ai jamais cru en quiconque collabore avec ce système. Ils ne veulent que nous attirer dans leur camp. Ils se rendent compte... que si nous créons des comités d'autogestion partout, leur système se décomposera. » La vérité était enfin dite et l'ennemi désigné. Cependant, même cette sincérité défaitiste allait servir le régime : l'enregistrement du discours de Walesa fut retransmis à la télévision pour démontrer que ce n'était pas le régime mais bien Solidarité qui avait toujours joué un double jeu.

Bien entendu, ce n'est pas la soudaine découverte de ces « machinations » qui poussa le régime au coup de force du 13 décembre. Et Solidarité n'eut jamais l'intention, même lors de son dernier meeting à Gdańsk, qui réclama enfin des élections démocratiques, de « s'emparer du pouvoir ». Mais il lui fallait alors exercer une pression maximum pour obtenir une redistribution du pouvoir à l'intérieur du double équilibre existant ; car, après le sabotage de l'« entente » tripartite par le régime, ne pas avancer signifiait automatiquement perdre du terrain.

La véritable question à propos du 13 décembre n'est pas de savoir si Solidarité a été trop loin, mais dans quelles circonstances et dans quel but fut prise la décision du coup de force. Une opération de police d'une telle envergure implique de longues et minutieuses préparations. Elle implique aussi que le secret soit total, sauf pour une poignée de dirigeants, et que les exécutants ne soient informés qu'à l'heure H, au moment où ils ouvrent leurs enveloppes scellées. Enfin, dans la situation polonaise, elle implique la coopération de Soviétiques.

Il n'est point besoin de multiplier les preuves à l'appui de cette

affirmation, comme par exemple de rappeler que les affiches non datées proclamant la loi martiale ont été imprimées en Union soviétique. Il suffit de savoir que les armées du pacte de Varsovie dépendent totalement des Soviétiques pour leur logistique, leurs munitions, leurs communications et leurs structures de commandement. Sans le consentement et la coopération des Soviétiques une telle armée ne peut s'engager dans une opération d'envergure. Et aucun officier général ne peut devenir ministre de la défense si sa nomination n'est pas approuvée par les Soviétiques ou s'il n'est pas directement nommé par eux, surtout en Pologne qui est le couloir de l'URSS vers l'Occident. Le général Jaruzelski est ministre de la défense depuis 1968. Toute sa carrière depuis la fin de la deuxième guerre mondiale est celle d'un officier politique parrainé par les Soviétiques, non d'un homme de terrain, ni d'un ambassadeur du Comecon. La légende — dont il est l'auteur —, qui écrit son enfance pieuse de Polonais catholique, la déportation de sa famille pendant la guerre, sa lecture assidue de Pilsudski, correspond très probablement à un effort délibéré pour attendrir Walesa, le Primat et le peuple. De fait, jusqu'au 13 décembre, Jaruzelski jouissait d'une popularité authentique, ou du moins apparaissait comme une « énigme » qui pouvait se révéler plus patriote que communiste, une sorte de Gomulka en uniforme ou de Tito polonais. Il est clair à présent qu'il n'est depuis le début qu'un *ersatz* soviétique en costume national.

Mais pourquoi Moscou et son homme de main attendirent-ils aussi longtemps pour agir ? Bien que l'action une fois engagée fût ferme et brutale, dans l'ensemble le bilan de l'action des régimes soviétiques et polonais révèle une confusion et une hésitation incroyables. Ni Varsovie, ni Moscou ne savaient en effet, ni ne savent d'ailleurs que faire du défi lancé par Solidarité. Au mois d'août Varsovie, dépassée par l'ampleur de la mutinerie, ne put réagir efficacement. Moscou s'attendait ensuite à ce que le Gouvernement polonais revienne peu à peu sur les concessions faites en août, mais il n'en fut rien à cause de l'épisode de l'enregistrement des statuts et de l'affaire Narozniak. Enfin l'URSS, exaspérée, mobilisa ses forces autour de la Pologne au début du mois de décembre, comme si elle était prête à l'envahir, mais elle n'en fit rien — que ce soit à cause des avertissements de Washington, par manque de préparation, par crainte de la résistance polonaise ou pour ne pas déclencher un orage international, un an seulement après l'Afghanistan, et provoquer ainsi la fin de la détente.

En février, avec la nomination de Jaruzelski au poste de Premier ministre, Moscou semblait s'orienter vers un règlement intérieur de la crise, du moins en apparence. Un général polonais émigré,

ancien intime de Jaruzelzki, soutient que, dès cette date, il avait juré « d'écraser Solidarité » (5). C'est tout à fait plausible, mais en tout cas ni Jaruzelzki ni Moscou n'avaient encore de véritable plan comme en témoigne l'incohérence de l'opération de Bydgoszcz. Et pendant les quatre mois qui suivirent, en dépit de nouvelles manœuvres militaires, Moscou et Varsovie mobilisèrent tous leurs efforts dans le seul but de maintenir le parti polonais à flot, ou de lui éviter le destin catastrophique du parti tchécoslovaque. Ce n'est donc qu'après le Congrès du parti en juillet qu'il leur fut possible de concevoir un projet de contre-attaque à long terme. C'est précisément d'ailleurs au mois d'août que les positions du parti se durcirent pendant la négociation, et que les actions et les discours provocateurs reprirent comme pour forcer Solidarité à hausser le ton et à radicaliser sa position. Il est probable que l'on commença à préparer le coup de force dès fin septembre, lorsque le Congrès de Solidarité, par sa seule existence fit la preuve de l'incapacité du régime à gouverner.

Solidarité n'ignorait rien de tout cela et s'attendait à une épreuve de force. Des rumeurs de loi martiale circulaient (6) ; et Jaruzelzki demanda publiquement que la Diète vote l'état d'urgence. Mais Solidarité supposait à tort que le régime affaibli n'agirait que sous le couvert légal de ce vote, que, par conséquent, il ne frapperait que plus tard dans l'hiver, que l'opération se ferait au grand jour et à une telle échelle qu'on puisse lui opposer la grève générale. Le caractère secret et l'ampleur du coup du 13 décembre prirent les militants par surprise. Si Solidarité s'est trompé, c'est parce que, tout comme l'Occident, il était trop innocent pour concevoir l'habileté dont allait faire preuve Moscou pour intervenir sans apparaître directement, et sauvegarder ainsi la campagne de paix anti-nucléaire, les contrats de gaz sibérien et les crédits étrangers.

Cela ne veut pas dire cependant que Moscou soit au bout de ses peines et que la « normalisation » de la Pologne soit chose acquise. Certes le général Jaruzelzki a pris des mesures allant dans le sens d'une telle normalisation : la « vérification » ou purge, des activistes de Solidarité et sympathisants du parti, le début d'un programme d'austérité et d'augmentation des prix, dont la loi martiale va cette fois « amortir » les effets ; et la réquisition des produits agricoles. Mais ces mesures sont loin de fournir les conditions nécessaires à une

(5) Entretien avec le général Léon Dubicki, *Der Spiegel*, 28 décembre 1980.

(6) *Solidarnosć*, n° 23.

normalisation réussie, c'est-à-dire à l'acceptation par la population polonaise de sa défaite définitive et la perte de tout espoir. Au contraire, le nombre de ceux qui se sont proposés pour coopérer avec le régime est si faible que la nation devra être gouvernée pour une durée illimitée comme un pays occupé. La mise au pas de la population nécessiterait un déploiement des forces beaucoup plus important, impliquant des milliers d'arrestations, des expulsions massives et au moins quelques exécutions exemplaires, comme en Hongrie en 1956, ce que jusqu'à présent Jaruzelski ne manifeste aucune intention de faire. De plus, il faudrait effacer non seulement les seize mois d'existence de Solidarité, mais tout ce qui depuis 1956 différencie la Pologne des autres pays de l'Est, c'est-à-dire l'indépendance de la paysannerie et l'autonomie de l'Eglise. Mais collectiviser la paysannerie et reléguer l'Eglise au rang de satellite provoquerait vraiment alors la guerre civile et le chaos. L'opération ne pourrait être menée avec la même discrétion que la campagne de « vérification » actuelle et provoquerait un scandale international amplifié et dramatisé par le Vatican. Les forces polonaises n'y suffiraient très probablement pas, car faire donner l'armée pour quadriller les quartiers est une chose et l'utiliser activement contre le clergé et les petits propriétaires paysans est tout à fait autre chose. Et les pressions internationales contre le recours à l'intervention soviétique qui jouèrent au moment de Solidarité seraient encore plus fortes dans le cas d'une telle opération. Selon toute probabilité, les gouvernements occidentaux et en particulier le Président Reagan seraient enfin forcés de mettre à exécution leurs menaces réitérées depuis l'Afghanistan, et d'ajouter l'embargo sur le blé à la dénonciation du contrat sur le gaz.

Un autre facteur empêche la normalisation partielle actuelle de s'étendre. La Hongrie d'après 1956 et la Tchécoslovaquie d'après 1968 n'étaient pas dans un état de prostration économique comparable et l'économie mondiale était en expansion. La normalisation était donc possible en combinant la carotte et le bâton, tout particulièrement en Hongrie où le régime pouvait s'engraisser aux dépens des crédits et des marchés occidentaux. A l'heure actuelle, cependant, l'économie mondiale est en récession et l'une des conséquences de la détente est que les économies socialistes ne peuvent plus vivre en autarcie. Toutes, y compris l'Union soviétique, connaissent des difficultés importantes et croissantes. Cette situation est aggravée par leur dépendance par rapport à l'Occident en ce qui concerne les produits alimentaires, la technologie et les crédits; en effet, la dette totale du bloc soviétique à l'égard de l'Occident s'élève à pré-

sent à 90 milliards de dollars. Il est donc singulièrement difficile pour l'Union soviétique de pousser plus avant la normalisation, car elle courrait alors le risque d'être isolée économiquement au plan international et par ricochet de voir la maladie polonaise contaminer le reste du bloc socialiste.

Il semble donc probable que la situation actuelle reste bloquée pendant une période de temps indéterminée. L'ensemble du système soviétique devra supporter cet énorme fardeau d'une économie et d'une société en état de dissidence profonde bien que passive. Néanmoins, en dépit de ce que cette situation a d'effrayant pour la Pologne et pour tous les peuples de l'Europe de l'Est, paradoxalement un certain espoir demeure. Car si les dirigeants soviétiques sont aussi impuissants à régler l'affaire polonaise qu'ils l'ont été depuis août 1980, il est peu probable que leur fermeté stalinienne leur soit d'une quelconque utilité si la crise s'étend au reste de l'empire. Comme le régime polonais à la suite des événements d'août, ils risquent, pour préserver l'essentiel de leur pouvoir, d'être contraints à faire des concessions qui équivaldraient à un degré ou à un autre à une sorte de NEP politique et économique.

Tout ceci peut paraître alarmant, comme si le seul espoir qui nous restait était de voir les Polonais jouer à la roulette russe avec la paix du monde. Mais la crise du monde du socialisme réel ne peut manquer de se produire quels que soient les espoirs et les craintes de l'Occident. La « petite apocalypse » de ce socialisme surréaliste décrite par Tadeusz Konwicki dans son *samizdat* de 1978 provient de la nature même de ce surréalisme. Car dans le monde soviétique, pas plus qu'en Pologne, « le mensonge ne peut durer éternellement ».